

CHAPITRE 6

Mémoire de passés, mémoire d'avenirs

Que se cache-t-il derrière le mot « pardon » ?

Peter BROWN

Australian National University

Le 13 février 2008, peu après son élection comme Premier ministre d'Australie, Kevin Rudd met la question de la mémoire sur le devant de la scène nationale lors de la première séance parlementaire du nouveau gouvernement. Dans un discours « historique » télévisé en direct et projeté sur des écrans géants installés sur des places publiques à travers le pays, M. Rudd présente ses excuses, au nom du Parlement et de la nation, aux peuples aborigènes pour les souffrances qu'ils ont dû subir, tout en souhaitant que le pays puisse « tourner la page » et ouvrir un nouveau chapitre de son histoire¹.

The time has now come for the nation to turn a new page in Australia's history by righting the wrongs of the past and so moving forward with confidence to the future. We apologise for the laws and policies of successive Parliaments and governments that have inflicted profound grief, suffering and loss on these our fellow Australians.

Cette présentation d'excuses ne concerne pas uniquement les gestes et faits du passé, mais aussi l'absence de mémoire dont l'Australie, y compris l'Australie contemporaine, a été coupable. Kevin Rudd évoque notamment « le silence » des dix dernières années, temps, selon lui, de dénégation et de délai :

As of today the time for denial, the time for delay, has at last come to an end... Stories cry out to be heard ; they cry out for an apology. Instead, from

¹ Kevin Rudd, « Apology to Australia's Indigenous Peoples, House of Representatives, Parliament House, Canberra », le 13 février 2008. www.pm.gov.au/node/5952. Il s'agit en particulier de présenter des excuses aux « générations volées », les quelque 50 000 enfants aborigènes enlevés entre 1900 et 1970 (voir *infra*).

the nation's parliament there has been a stony and stubborn and deafening silence for more than a decade... But, as of today, the time for denial, the time for delay, has at last come to an end.

Et le Premier ministre de sonner trois coups contre le destin en demandant un triple « pardon » aux « Générations volées » :

To the Stolen Generations, I say the following : as Prime Minister of Australia, I am sorry. On behalf of the Government of Australia, I am sorry. On behalf of the Parliament of Australia, I am sorry.

Today the Parliament has come together to right a great wrong. We have come together to deal with the past so that we might fully embrace the future... For the nation to bring the first two centuries of our settled history to a close, as we begin a new chapter...²

La question de la mémoire, liée à la question identitaire, n'est pas nouvelle pour l'Australie. Dans cette « jeune nation » et ce très vieux continent, la mémoire des origines a toujours été un sujet sensible. Longtemps, le pays fondé par les Anglais comme baigne à la fin du XVIII^e siècle avait honte de son passé³. Mais, après avoir ressuscité cette mémoire refoulée – au point où le fait d'être descendant de bagnard commence à devenir une marque de fierté dans la période d'après-guerre – l'Australie passe sous silence son rapport à ses premiers habitants, les Aborigènes.

D'ailleurs, le pays qui devient un État-nation en 1901⁴ adopte comme sa première loi la politique de « l'Australie blanche » (*White Australia policy*⁵), politique selon laquelle seuls les immigrés d'origine « européenne » peuvent venir s'installer au pays⁶. Cette situation prend

² Deux ans plus tard, il est loin d'être évident que ce « nouveau chapitre » comporte beaucoup de détails. Un rapport présenté au Parlement en mars 2010 montre que peu de progrès concrets ont été réalisés.

³ Dans son étude du baigne en Australie, Robert Hughes prétend que l'oubli, fonction de la honte, est au cœur de l'histoire du pays : « An unstated bias rooted deep in Australian life seemed to wish that “real” Australian history had begun with Australian respectability... This sublimation has a long history ; the desire to forget about our felon origins began with the origins themselves. », *The Fatal Shore. A History of the transportation of convicts to Australia, 1787-1868*, xi.

⁴ Selon la formule célèbre d'Edmond Barton, le tout premier Premier ministre du nouveau pays : « For the first time in the world's history, there will be a nation for a continent, and a continent for a nation. »

⁵ *Immigration Restriction Act, 1901*.

⁶ Edmond Barton affirme : « I need make no apology for calling this one of the most important matters with regard to the future of Australia. », *Commonwealth Parliamentary Debates*, 7 août 1901, p. 3497. Et de renchérir : « The doctrine of the equality of man was never intended to apply to the equality of an Englishman and a Chinaman », dans Martha Rutledge, « Barton, Sir Edmond (1949-1920) », *Australian Dictionary of Biography*, vol. 7, Melbourne University Press, 1979, p. 194-200. Un

fin dans les années 1970, avec la montée de la politique du « multiculturalisme », alors que des milliers de « boat people » fuient le Vietnam suite à la guerre dans laquelle l'Australie a combattu à côté des Américains. Dorénavant se pose la question de la place de l'Australie dans son contexte régional (Asie-Pacifique). Mais la question des relations avec les premiers habitants « noirs » du pays n'en est donc pas réglée pour autant, loin s'en faut.

Si, en effet, Kevin Rudd a raison de dire que le silence s'est imposé à ce sujet pendant le règne de son prédécesseur John Howard (1996-2007), il y a eu en revanche beaucoup de bruit généré par « la guerre des histoires » qui éclate dans le même temps. Cette guerre concerne justement toute la question des relations entre indigènes et colons depuis le début de la colonisation britannique en 1788. Il y va de l'identité nationale, de l'avenir du pays comme de son passé, enjeux qui se traduisent enfin par le débat sur l'enseignement de l'histoire, débat entamé surtout par ceux qui souhaitent voir que le système éducatif transmette aux nouvelles générations un « récit plus structuré » concernant le passé.

Qu'en est-il donc de ce long « silence » qui est rompu dans une cérémonie on ne peut plus solennelle qui culmine dans une série de demandes de « pardon » ? De quels oublis, de quels souvenirs s'agit-il ? Et quels en sont les enjeux ?

C'est un référendum qui, en 1967, se prononce pour la première fois en faveur d'un changement de la Constitution australienne pour accorder le statut de « citoyen » aux peuples indigènes jusque-là confinés dans un vide juridique de « non personne ». Cet événement déclenche une série de réformes touchant la situation des premiers Australiens dont on ne cesse de faire reculer dans le temps les origines, les techniques du carbone 14 finissant par remonter celles-ci à il y a plus de 40 000 ans. En effet, le Premier ministre Kevin Rudd a commencé son discours du 13 février 2008 par évoquer les Aborigènes comme porteurs de l'une des cultures les plus anciennes de la planète.

autre futur Premier ministre, Sir William (Billy) Hughes, avait déjà prôné la discrimination raciale au nom de la démocratie et de l'esprit « égalitaire » et « tolérant », valeurs sur lesquelles seraient fondées le nouveau pays : « All white men who come to these shores – with a clean record – and who leave behind them the memory of class distinctions and the religious differences of the old world... are Australians... No nigger, no Chinaman, no lascar, no Kanaka, no purveyor of cheap, coloured labour is an Australian. », *The Bulletin*, 2 juillet 1887. Même le Député juif (Sir) Isaac Isaacs, qui devait devenir président de la Haute Cour de Justice (*High Court*) et le premier Gouverneur-Général de naissance australienne, a soutenu cette politique, de peur d'admettre des gens de race « inférieure » qui pourraient « contaminer » le pays : « I am prepared to do all that is necessary to ensure that Australia shall be free for all time from the contamination and the degrading influence of inferior races. », *Commonwealth Parliamentary Debates*, 12 septembre 1901, p. 4845.

Déjà dans les années 1960 et 1970, période de grande contestation, certains historiens commencent à interroger le « grand silence » qui entoure le passé des rapports entre colons et indigènes, en même temps que des revendications foncières se font sentir chez les Aborigènes. Une nouvelle génération d'historiens fouille alors le passé pour relever conflits et massacres et rappeler une mémoire oubliée⁷. Certes, cette évolution des choses ne fait pas l'unanimité chez tout le monde. Des historiens conservateurs notables, dont Geoffrey Blainey, se plaignent de ce que ce dernier appelle le « black armband view of history⁸ », c'est-à-dire la vision « brassard noir de deuil », selon laquelle les Blancs de nos jours seraient censés porter le deuil des mésaventures du passé et éventuellement la responsabilité des péchés des pères. Cette attitude aurait une influence sur la façon dont la mémoire nationale – et donc l'histoire – est transmise d'une génération à l'autre. Aux yeux de Blainey, « the teaching of history is too often done in a negative way ».

Mais pendant les années 1970-1990, le retour de la mémoire semble l'emporter au point où on reconnaît l'importance du projet de la réconciliation entre noirs et blancs⁹. Le début des années 1990 est ainsi marqué par une série de décisions prises par le gouvernement : en 1990 se crée la Commission des Aborigènes et des Insulaires du Détroit de Torres (ATSIC, dissoute en 2004) ; l'année suivante est établi le Conseil sur la Réconciliation. De son côté, fin 1992, la *High Court*, cour suprême en Australie en matière constitutionnelle, prononce la décision dite « Mabo » qui rend caduque, pour la première fois dans l'histoire moderne du pays, la notion de l'Australie précoloniale comme *terra nullius*, ouvrant ainsi la voie à certaines revendications foncières, du moins concernant les terres appartenant à l'État. C'est-à-dire qu'après avoir accepté en 1967 que les Aborigènes existent comme citoyens à part entière dans le présent, l'Australie regagne la mémoire de leur existence dans le passé. Fin 1996, cette même Haute Cour de Justice va plus loin en prenant la décision dite « Wik » qui reconnaît certains droits aborigènes à l'égard

⁷ Voir par exemple les travaux de l'historien Henry Reynolds : *Why weren't we told : a personal search for truth about our history*, Ringwood, Viking, 1993 ; *An indelible stain ? The question of genocide in Australia's history*, Ringwood, Viking, 2001.

⁸ Geoffrey Blainey, dans la *Sir John Latham Memorial Lecture*, 1993. « Drawing Up a Balance Sheet of Our History », *Quadrant*, vol. 37 (7-8), juillet-août 1993, p. 10. C'est John Howard, peu après sa victoire aux élections législatives de 1996, qui cite cette expression dans un discours célèbre consacré à une révision de l'histoire d'Australie, *Sir Robert Menzies Lecture*, 1996.

⁹ C'est vrai que c'est le Parti travailliste qui est au pouvoir entre 1983 et 1996, mais cette évolution ne saurait se réduire à un simple clivage entre « la gauche » et « la droite ». Le Premier ministre sortant, conservateur, Malcolm Fraser, était en faveur de cette évolution – et continue à l'être.

des terres anciennes qui avaient été expropriées avant de devenir privées et détenues par des fermiers blancs.

Cette même année 1996, les conservateurs remportent les élections législatives, et le nouveau Premier ministre, John Howard, nostalgique d'une autre époque où les « valeurs australiennes » furent plus sûres, fait de son mieux pour faire annuler les effets de ces décisions. Sur fond de montée de populisme, voire du parti ultra-nationaliste *One Nation* – parti anti-immigration qui critique également les « privilèges » accordés aux Aborigènes – l'histoire, c'est-à-dire la mémoire, devient un sujet très politisé¹⁰.

Or, il se trouve que l'année suivante, la mémoire occultée va rebondir avec une force inattendue quand Sir Ronald Wilson, ancien juge de la *High Court*, publie son rapport accablant sur « les générations volées ». Commandé par le gouvernement du Premier ministre Paul Keating (1991-1996), ce rapport condamne la politique d'assimilation forcée des Aborigènes dans les années 1900-1970 en accusant l'Australie d'avoir engagé une politique de « génocide¹¹ ». Cette politique concer-

¹⁰ Malgré ses défaites électorales à partir de 2001, on pourrait dire que *One Nation* a réussi à s'imposer dans la mesure où sa politique (immigration, Aborigènes, nationalisme) a été « absorbée » par les conservateurs traditionnels – voire par le parti travailliste en mal de pouvoir. À ce sujet, voir notre entretien avec le ministre concerné à l'époque (en l'an 2000), Philip Ruddock, qui ne croit pas beaucoup à sa nouvelle fonction de « ministre de la Réconciliation », « Entretien géopolitique avec Philip Ruddock, Ministre australien à l'Immigration et aux Affaires multiculturelles », dans *L'Occident des Antipodes*. Limes, Revue Française de Géopolitique, Villeurbanne (Lyon), Éditions Golias, 2000, p. 115-119. Ce n'est sans doute pas un hasard si ce même Philip Ruddock est ministre de l'Immigration au moment où l'Australie adopte une politique rigoureuse d'exclusion, surtout vis-à-vis des chercheurs d'Asile, soit en les parquant sur des îles du Pacifique (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Nauru) « louées » par l'Australie pour l'occasion, soit en les enfermant dans des camps d'internement en plein désert, ces quelques-uns, certainement pas « the happy few », qui réussissent à pénétrer sur le sol australien pendant ces années-là (2000-2007). Et le gouvernement travailliste de Kevin Rudd, actuellement en place qui, comme parti d'opposition, avait beaucoup critiqué cette politique, propose à son tour, en avril 2010, un moratoire sur les demandes d'asile de la part des ressortissants sri-lankais et afghans (3 mois et 6 mois respectivement), sur fond de tapage médiatique autour de l'arrivée renouvelée des « boat people » – quelques mois avant les élections législatives prévues pour octobre 2010...

¹¹ Sir Ronald Wilson, *Bringing them Home*, Sydney, Human Rights and Equal Opportunities Commission, 1997. En employant le terme « génocide », l'ex-Gouverneur-Général d'Australie qui signe ce rapport sur la situation des « générations volées », suit en cela la définition que l'on trouve dans la Convention des Nations unies sur le Génocide, dont l'article 2 affirme : « Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel : [...] Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. », *Convention pour la*

naît surtout de jeunes aborigènes métis, instaurée sur fond de darwinisme social tardif selon lequel les naturels purs allaient vers leur disparition pure et simple devant les forces du progrès et la loi du plus fort. Il s'agit donc d'une politique qui visait à supprimer toute trace de la nature, supposée être récupérable par le sang des blancs et par leur culture¹². Il s'agissait pour la plupart d'enfants métis enlevés à leur famille, et dont le côté aborigène était censé disparaître de la peau comme de la mémoire au fil du temps¹³.

Ce rapport fait l'effet d'un pavé dans la mare. En l'espace de quelques années, des historiens ainsi que des commentateurs de tous bords vont se lancer à la chasse à la mémoire¹⁴. L'exemple le plus frappant et le plus médiatisé est celui de Kevin Windschuttle qui en 2002 publie un livre qui remet en cause ce qu'il appelle « l'orthodoxie » des trente années précédentes concernant les massacres assumés des Aborigènes en Tasmanie, île au sud de la grande terre continentale. Dans son livre *Australian History. Fabrication* il s'essaie à démanteler cette prétendue orthodoxie en mettant en cause le récit du « conflit frontalier » et le décompte des morts qui en résultaient. Il met surtout en cause toute idée d'une politique officielle d'extermination.

prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies, le 9 décembre 1948.

¹² C'est vrai que le roman de Katharine Susannah Prichard, *Coonardoo* (1929), comme celui de Xavier Herbert, *Capricornia* (1938), avaient déjà exposé la situation des relations mixtes et l'exploitation sexuelle des femmes aborigènes par les hommes blancs, ce qui avait valu à leurs auteurs la colère de beaucoup d'Australiens blancs. Mais à la fin du XX^e siècle, force est de constater que l'Australie est encore largement engagée dans un processus de « dénégarion » par rapport à cette dimension de son histoire.

¹³ Il s'agit de la mémoire retrouvée, tant chez les Aborigènes que chez les Blancs, car jusque-là ce fut un sujet méconnu, ignoré, voire tabou dans beaucoup de familles. C'est le roman autobiographique histoire familiale qui regroupe plusieurs autobiographies, quelque peu à la manière d'un récit aborigène traditionnel de généalogie. Sally Morgan, *My Place*, Fremantle Arts Centre Press, 1987. La traduction française du titre est *Talahue*, d'après le nom d'origine de la grand-mère, Daisy. Cette traduction marque par là la spécificité aborigène du titre, soulignant ainsi la revendication identitaire du texte, mais perd les autres sens de l'expression « my place », c'est-à-dire « ma maison », « mon lieu », « mon endroit », « mon chez moi » qui font converger revendication identitaire et revendication foncière – cette Talahue qui est généralisée en « place » pouvant être l'Australie tout entière. (*Talahue*, Paris, Éditions Métailie, 1997).

¹⁴ Les journaux en font largement écho et les éditorialistes s'y adonnent de plein cœur : *The Australian* (organe de l'écureur de Rupert Murdoch), *The Sydney Morning Herald* et *The Age* (plus « centristes »), ou encore les revues *Quadrant* (qui publie des auteurs conservateurs, tels Windschuttle et Carroll) et *Meanjin* (qui publie des auteurs relevant d'une tradition plus critique, tel Robert Manne).

La guerre des mémoires, dite la « guerre des histoires » (*history wars*) éclate, et en 2002-2004 des livres se succèdent les uns après les autres pour ou contre la thèse de Windschuttle¹⁵. Dans cette « guerre », il s'agit d'une part d'un débat de spécialistes concernant la méthodologie à adopter pour traiter les notes en bas de page : qui cite ou ne cite pas qui ; qui plagie ou ne plagie pas qui ; qui détourne le sens des propos de qui, etc. – toute une série d'attaques et de contre-attaques, voire d'auto-critiques engagées après reconnaissance des péchés d'omission... Mais d'autre part, il s'agit de questions qui vont au cœur de l'identité australienne, d'où le fait que cette « guerre » entre dans l'espace public et devient un phénomène de société.

Témoin le discours prononcé par l'ancien Premier ministre Paul Keating qui a lancé en 2003 le livre de Stuart Macintyre *The History Wars*. Keating y projette la question de la mémoire sur celle du rapport à la terre ainsi que celle de l'identité, lui conférant même une dimension géopolitique qui situe cette « terre » d'Australie dans le contexte Asie-Pacifique :

The Australian story, for it to be a record of continuing successes, has to come to terms with our expropriation of the land, our ambivalence about who we are and our place in the new geo-political make-up of the region... Who are we ? ... How do we make everyone feel as though they belong, that the place, truly is, for all of us ?¹⁶

Dans le même temps, un site des plus sensibles, le *National Museum of Australia*, est emmêlé à l'affaire de cette guerre des histoires. Ce musée, inauguré début 2001 – cent ans tout juste après la création de l'Australie comme nation – est bâti au bord du Lac Burley Griffin, au cœur de la capitale planifiée, Canberra, et vis-à-vis du Parlement. L'entrée extérieure du Musée National ressemble à un boomerang – le retour du refoulé ? – et c'est d'ailleurs une Aborigène, Dawn Casey, qui en est nommée première Directrice. Mais malgré le succès plus grand que prévu de ce musée (2 millions de visiteurs en deux ans), la vision de l'histoire qu'il présente ne plaît pas à tout le monde et notamment pas au

¹⁵ Stuart Macintyre et Anna Clark (2003), *The History Wars* ; Robert Manne (2003), *Whitewash* ; John Dawson (2004) *Washout* ; Bain Attwood et Stephen Foster (2005), *Frontier Conflict. The Australian Experience* ; Bain Attwood (2005), *Telling the Truth about Aboriginal History*. Dans le même temps, le renouveau d'intérêt porté à l'histoire d'Australie du XIX^e siècle se reflète dans le projet de reprendre la publication des *Historical Records of Australia*. Jusqu'à 1925, quand ce projet fut abandonné, 26 volumes avaient été publiés concernant la Nouvelle-Galles du Sud 1788-1848, ainsi que 6 volumes traitant de la Tasmanie 1803-1827. En 2004, ce projet est relancé avec la publication d'un volume supplémentaire sur la Tasmanie de 1829. Dorénavant, le goût de la mémoire détaillée retrouvée, on projette de publier plus de 60 volumes dans cette série des *Historical Records of Australia*.

¹⁶ *The Sydney Morning Herald*, 22 novembre 2003.

gouvernement qui accuse le Musée National d'avoir oublié les « aspects positifs » de la colonisation et, partant, de ne pas être justement assez « national » dans son orientation.

L'histoire mouvementée de ce musée va donc rentrer de plein fouet dans le débat sur les guerres de l'histoire – d'autant plus que, aux termes de sa charte, le Musée a une mission pédagogique, « to educate and excite¹⁷ ». Ainsi reçoit-il la visite des écoliers du pays entier qui se déplacent aux frais du gouvernement dans le cadre de leurs études de « Société et Environnement », cursus qui englobe la discipline « histoire » pour la plupart des jeunes Australiens scolarisés. Ce n'est donc pas par hasard alors que celui même qui a lancé la guerre des histoires, Keith Windschuttle, attaque le Musée National comme une « aberration ». Pour Windschuttle, ce Musée « is a profound intellectual mistake [...] a repository of nothing more than the intellectual poverty of the tertiary-educated middle class of the post-Vietnam War era [...] a profound intellectual mistake¹⁸ ».

Face à la guerre des histoires, le Musée National d'Australie, tout comme d'autres institutions, telle la chaîne de radio-télévision publique, l'*Australian Broadcasting Corporation*, est taxé de préjugés¹⁹. Le président du Conseil d'Administration du Musée, John Carroll, quant à lui, Professeur de sociologie et spécialiste de la question de l'identité australienne, pense qu'il faut remettre les pendules à l'heure en fabriquant certains « grands récits » pour promouvoir l'image de héros (de la civilisation européenne). Il annonce cette vision dans son Alfred Deakin Lecture, intitulée « The Blessed Country : Australian Dreaming 1901-2001 », où il fait un rapprochement entre le joueur de cricket célèbre, Sir Donald Bradman, et les soldats-héros australiens de la Grande Guerre, ces derniers rappelant à leur tour les protagonistes de *L'Illiade*

¹⁷ Dawn Casey, *The Sydney Morning Herald*, 8 décembre 2003.

¹⁸ Keith Windschuttle, « How not to run a Museum. People's History at the Postmodern Museum », *Quadrant*, septembre 2001.

¹⁹ Tout comme pour le débat sur la réconciliation, on ne saurait simplement réduire cette question au clivage traditionnel gauche-droite, même si certaines lignes de démarcation existent encore aussi, et que les néo-conservateurs au pouvoir mettent de plus en plus de gens de main aux postes clé des institutions nationales. Par exemple, Kathryn Greiner, l'épouse de l'ancien Premier ministre (parti conservateur dénommé « libéral ») de l'état de Nouvelle-Galles du Sud, Nick Greiner, qui accuse le gouvernement de « racisme » à l'égard de Dawn Casey. Et Malcolm Fraser, l'ancien Premier ministre conservateur du pays qui avait en son temps manipulé le représentant de la Reine d'Angleterre pour renverser le gouvernement travailliste en 1975 devient à la fin du siècle une sorte de « conscience de la nation », plus à gauche que le parti travailliste...

d'Homère²⁰. On retrouve la même optique dans son livre sur la « décadence » de l'Occident, *The Western dreaming : the Western World is dying for want of a story*, livre dans lequel il recommande qu'« a number of exemplary individuals, groups and institutions can soak up our admiration, especially in the period after European settlement²¹ ». Cette vision des choses fait ainsi écho aux propos tenus en 1999 par John Howard qui propose un nouveau préambule de la Constitution qui proclamerait que « Australians are free to be proud of their country and heritage ». Il associe ainsi les thèmes de « liberté », « fierté » et « patrioisme » national(iste).

En 2003, le gouvernement annonce une enquête sur le fonctionnement du Musée National qui trouve en effet que des aspects de la présentation de celui-ci ne sont pas bien « équilibrés ». Et pourtant, alors que les critiques adressées au musée portent surtout sur la question des précisions historiques, il faut constater qu'aucun historien ne fait partie du comité d'évaluation ni du conseil d'administration. N'empêche, fin 2003, la directrice du Musée, l'Aborigène Dawn Casey, est mise à l'écart sans réelle explication, et remplacée par un bureaucrate du Ministère. Quelques semaines auparavant, en septembre 2003, le Premier ministre John Howard avait crié victoire dans les « guerres culturelles » qui sévissaient alors au sujet du traitement historique des Aborigènes en proclamant avec fierté que « people no longer ask for an apology²² ».

Dans cette ambiance, ce n'est donc pas par hasard si, lors de son discours prononcé pour la fête nationale (*Australia Day*), le 26 janvier 2006, John Howard annonce son projet de refonte radicale de l'enseignement de l'histoire dans le système éducatif australien dont il déplore les carences. Sa critique vise à la fois la qualité (tant l'orientation que la méthodologie du cursus) et la quantité (nombre d'inscrits), étant donné que moins d'un quart des étudiants prennent l'histoire comme matière dans les deux dernières années de leur scolarité secondaire. Et ce qui est encore pire aux yeux du Premier ministre, c'est que l'histoire, telle qu'elle est enseignée, même là où elle est enseignée, n'est pas suffisamment « australienne » :

I believe the time has also come for root and branch renewal of the teaching of Australian history in our schools, both in terms of the numbers learning

²⁰ John Carroll, « The Blessed Country : Australian Dreaming 1901-2001 », Alfred Deakin Lecture (2001), Australian Broadcasting Corporation, www.abc.gov. Le moteur intellectuel de la Fédération australienne, Alfred Deakin fut le deuxième Premier ministre du pays (1903-1904) qui croyait en une « Australie unie et indivisible » ; la deuxième partie du titre, le « Dreaming », est un concept aborigène qui désigne la réalité supérieure où, pourrait-on dire, tout est uni et indivisible...

²¹ *The Sydney Morning Herald*, 8 décembre 2003.

²² *The Sydney Morning Herald*, 10 septembre 2003.

and the way it is taught. For many years, it's been the case that fewer than one-in-four senior secondary students in Australia take a history subject. And only a fraction of this study relates to Australian history²³.

Cela amène John Howard à appeler de ses vœux une nouvelle approche qui mettrait l'accent sur un « récit structuré » de l'histoire loin de la « culture postmoderne et relativiste » actuellement en vogue pour mieux faire ressortir les « réussites... objectives » du passé (colonial).

[...] Too often it is taught without any sense of structured narrative, replaced by a fragmented view of themes and issues²⁴. [...] And too often, history, along with other subjects in the humanities, has succumbed to a post-modern culture of relativism where any objective record of achievement is questioned or repudiated.

Le Premier ministre convoque alors un Sommet sur l'Histoire qui se déroulera le 17 août 2006 et qui réunira une vingtaine de spécialistes et de représentants de la société civile pour débattre de la manière dont on devrait présenter l'histoire aux jeunes Australiens. Là encore, curieusement, les professeurs d'histoire les plus concernés, ceux de l'enseignement secondaire, brillent par leur absence (ils ne sont que 3 sur les 23 délégués qui participent au Sommet).

En juillet 2006, la ministre de l'Éducation nationale, Julie Bishop, quant à elle, prône « une renaissance » dans l'enseignement de l'histoire, taxant l'approche actuelle de parti pris idéologique et de manque d'objectivité : « too much political bias and too few pivotal dates and facts being taught... History is not peace studies. History is not social justice awareness week. History is history, and shouldn't be a

²³ Au début de la colonisation britannique de l'Australie, l'éducation est considérée comme relevant soit des églises soit des individus. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, une série de lois sont passées qui rendent l'éducation primaire « gratuite, obligatoire et laïque » et la placent sous la responsabilité des Colonies (qui vont devenir les États du Commonwealth dès la création de l'Australie Fédérale comme pays indépendant en 1901). Aujourd'hui encore, ce sont les gouvernements des six États et des deux Territoires qui ont la charge de l'éducation dans leur juridiction respective. Toute école, qu'elle soit publique ou privée, applique les buts assignés par l'État dans lequel elle se trouve et dont elle dépend en conséquence. Cela veut dire qu'il n'y a donc jamais eu de cursus unifié à l'échelle nationale.

²⁴ *The Sydney Morning Herald*, 26 janvier 2006. En 1999, le gouvernement avait déjà commandé une enquête sur l'enseignement de l'histoire. Ce rapport trouve que non seulement moins de 25 % des lycéens étudient l'histoire, mais aussi que les enseignants appelés à dispenser des cours de « Société et Environnement » sont souvent peu qualifiés pour le faire, quand ils n'ont tout simplement pas de compétence du tout en la matière, et que les élèves sortent de leurs années d'école sans idée claire quant aux études historiques. En conséquence, un programme pilote est introduit, portant sur l'histoire australienne pour les écoliers âgés de 7 à 16 ans. (Anthony Taylor, « The Future of the Past – The National Inquiry into School History », The Department of Education, Training and Youth Affairs, Canberra, mai 2000).

political science course by another name²⁵ ». Au-delà du positivisme affiché, la ministre articule, comme d'autres, le besoin qu'elle ressent de retrouver une certaine mémoire. Enfin, à la veille du Sommet, faisant écho aux propos de John Howard, elle affirme qu'il est grand temps d'y remettre un « récit structuré ». Ses propos sont renforcés le lendemain par le Premier ministre qui ouvre le Sommet en personne, en aiguisant son discours de la Fête nationale et confirme son désir de voir une « more disciplined approach to Australian history teaching in schools²⁶ ».

Le Sommet va beaucoup plus loin que de s'occuper de questions scolaires et méthodologiques. Il décide d'adopter une approche nationale de l'histoire, qui annonce implicitement ainsi la fin de la compétence unique des États dans le domaine de l'éducation secondaire. Car, dans le cadre des dispositions constitutionnelles qui régissent les relations entre les États et le gouvernement fédéral en Australie, l'éducation primaire et secondaire relèvent de la compétence des États. L'orientation annoncée par le Sommet implique donc une restructuration des rapports entre les niveaux de pouvoir dans le système fédéral – et notamment une centralisation de la mémoire du pays.

Il en sort un « Guide » qui est censé être la base d'un nouveau cursus où « un récit plus structuré » de l'histoire remplacerait les « thèmes et questions » qui relèvent de la filière *Societies and Environment* dans laquelle se fonde la matière « histoire » pour beaucoup d'étudiants depuis vingt ans. En revanche, quant à la question de savoir s'il y aura un récit globalisant unique – et dont le bilan serait globalement positif – ou bien des récits « structurés » concurrentiels, le Sommet ne tranche pas. Et alors qu'il recommande que l'enseignement de l'histoire (entendue comme histoire australienne) soit obligatoire dans les deux années 9 et 10 du secondaire (étudiants âgés de 15-16 ans), le Sommet ne se prononce pas non plus sur la question d'un examen national de sortie en fin de scolarité pour vérifier les « connaissances » australiennes.

Le 25 juin 2007, quelques mois avant les élections législatives, le gouvernement de John Howard annonce son projet de développer un cursus national pour l'enseignement de l'histoire d'Australie et nomme le Professeur Geoffrey Blainey, l'historien qui avait inventé l'expression « black armband view of history », comme président du Comité qui est chargé du dossier.

Or, en novembre 2007, John Howard perd les élections face à Kevin Rudd (Parti travailliste). Le nouveau Premier ministre prône une « révolution de l'éducation » comme partie clé de son programme. Dans le

²⁵ *The Sydney Morning Herald*, 18 juillet 2006.

²⁶ *The Sydney Morning Herald*, 16 août 2006.

même temps, une nouvelle enquête est lancée concernant l'enseignement de l'histoire dans le système éducatif australien et le gouvernement établit un Comité de réflexion concernant la question du cursus national que le nouveau gouvernement tout son le précédent, souhaite instaurer. Le Professeur Stuart Macintyre, qui avait été une figure de proue dans « la guerre des histoires », est nommé président de ce Comité qui, en septembre 2008, annonce qu'il va développer un « broad history curriculum ». Au mois de mars 2010 il rend public le projet préliminaire d'un cursus national pour l'Histoire et les trois autres matières « de base » : Anglais, Sciences et Mathématiques.

Tout comme le parti conservateur de John Howard avant lui, le parti travailliste souhaite imposer l'enseignement de l'histoire comme matière obligatoire depuis l'école maternelle jusqu'à la fin des études secondaires. Cela va de pair avec un réaménagement plus global dans les relations entre l'État fédéral et les différents États (par exemple : santé publique, aménagement des eaux). Mais ce qui différencie les deux partis, c'est justement la conception de l'histoire qui serait à étudier. Pour le gouvernement conservateur de John Howard, c'est surtout l'histoire australienne qui est promue. Et si l'accent doit y être mis sur l'importance d'enseigner un récit national « cohérent » et « structuré » c'est pour louer les « réussites » (*achievements*) de l'Australie depuis l'instauration de la colonisation à la fin du XVIII^e siècle. Or, à la différence de cette perspective, le nouveau cursus promu par le gouvernement Rudd vise à situer l'Australie dans son contexte régional voire global :

It [...] takes a world history approach. It does so to equip students for the world in which they will live. An understanding of world history will enhance students' appreciation of Australian history [...] their distinctive position within the Asia-Pacific region.

Cet accent mis sur la place qu'occupe l'Australie dans son contexte régional semble être le reflet de la vision du Premier ministre Kevin Rudd, ancien diplomate parfaitement sinophone, qui cherche à faire de l'Australie « the most Asia-literate community in the collective West ». Et, comme le rappelle Anthony Milner, Professeur d'Histoire d'Asie à l'Université d'Australie, cet intérêt porté à l'Asie est loin d'être une seule question académique si l'on se souvient, par exemple, que pendant la Deuxième Guerre mondiale les Japonais ont lancé plus de bombes sur Darwin (ville du nord de l'Australie) que sur Pearl Harbour...

Le nouveau programme d'histoire proposé par le Comité de Stuart Macintyre revient également sur la question des relations entre « Blancs » et Aborigènes. D'ailleurs, les deux questions – l'Asie et les Aborigènes – sont très liées dans le projet préliminaire qui veut que les élèves australiens :

... gain an understanding of Asian-European relations, including the European discourse and settlement of Australia and the response of Indigenous peoples. Students will gain an appreciation of the consequences, intended and unintended, that arose from the various actions that occurred²⁷.

Ce document reçoit l'approbation de la plupart des professeurs, et l'organisme de recherché pédagogique l'Australian Council for Education Research (ACER) proclame en avril 2010 que « the content of the national curriculum statement [...] is inspiring ». Il n'en suscite pas moins de nouveau des réactions diverses en fonction des prises de position idéologiques des uns et des autres. Pour la ministre de l'Éducation, Julie Gillard, qui est également Premier ministre adjoint, ce cursus réussit à trouver un juste équilibre face aux déchirements du passé : « it is neither black armband nor white blindfold²⁸ ». D'ailleurs, elle vante les mérites innovateurs du programme qui sera, à ses yeux, « among the world's first curriculum delivered on-line ».

Par contre, pour Christopher Pyne, porte-parole de l'opposition pour l'Éducation, ce cursus proposé trahit notre héritage et notre identité en mettant trop l'accent sur le peuple indigène : « we have a seemingly over emphasis on indigenous culture and history and almost an entire blotting out of our British traditions and British heritage²⁹ ». C'est une question de « civilisation » pour le député conservateur Pyne, qui regrette le fait que ce nouveau programme privilégie « indigenous and Asian content and perspectives to the detriment of Australia's Anglo-Celtic tradition, the debt we owe to Western civilisation and the importance of our Judeo-Christian heritage ».

Mais si le parti de l'opposition reste fidèle à la ligne tracée par l'ex-Premier ministre John Howard, il y a d'autres voix qui s'élèvent pour protester contre le fait que ce nouveau cursus n'aille pas suffisamment loin dans la reconnaissance de l'importance de l'Asie pour l'Australie. Anthony Milner, par exemple, se demande, quant à lui :

Why it has been so very difficult to advance "Asian" knowledge in this country – why, even under a government that expresses the vision of an Asian-literate Australia we seem to be moving very slowly toward creating a national history curriculum appropriate to such Asian literacy ?³⁰

Alors que pour Jon Ritchie, de l'Alfred Deakin Research Institute, c'est justement le fait que le nouveau cursus proposé mette l'accent

²⁷ Voir <http://www.australiancurriculum.edu.au>.

²⁸ *ABC News*, 1^{er} mars 2010.

²⁹ *The Sydney Morning Herald*, le 8 mars 2010.

³⁰ Anthony Milner, Keynote address, *Asian Education Foundation*, 2010.

plutôt sur l'Asie que sur le Pacifique qui serait quasi absent du programme, même dans la référence « Asie-Pacifique » :

it is disappointing ... to learn that « Asia-Pacific » really means Asia and not the Pacific. It is deplorable that such mention as the Pacific region gets completely ignores the most populous nation in the Pacific, and the one with which Australia shares the longest (and bloodiest) history, our nearest neighbour (only three kilometres away), Papua New Guinea³¹.

Si l'on cherchait la preuve que cette guerre des histoires et ses retombées constituent un enjeu qui dépasse très largement le cadre restreint des débats entre historiens professionnels à propos du nombre d'Aborigènes tués dans des conflits au XIX^e siècle, et qui dépasse même le cadre du projet de réforme du système éducatif, il ne faudrait pas aller plus loin que la nouvelle mémoire nationale de la guerre, notamment la Grande Guerre et le débat concernant la « militarisation » de l'histoire d'Australie³². Il s'agit notamment de la légende du sacrifice fait par les soldats australiens, en avril 1915, lors de la tentative d'invasion de l'empire ottoman dans la péninsule de Gallipoli (Dardennes), campagne désastreuse placée sous commandement britannique. Ce sacrifice a été transformé dans la mémoire australienne en acte fondateur de la nouvelle nation qui aurait révélé les valeurs « profondes » de celle-ci : telle la camaraderie (*mateship*), surtout manifeste dans des moments graves et périlleux. ANZAC Day (25 avril), la journée qui commémore cette bataille de la Grande Guerre et qui est plus solennelle dans l'esprit des Australiens que la fête nationale (*Australia Day*, qui fête, elle, la colonisation du pays par les Anglais en 1788, mais qui est sans doute un peu trop problématique vu la situation des Aborigènes), a fait un grand retour ces dernières années après être tombé quelque peu en désuétude dans les années 1960 et 1970 au point où beaucoup croyaient ce jour-là en fin de souffle.

Gallipoli est devenu un lieu de culte, un lieu culte pour une nouvelle génération de jeunes Australiens qui, chaque année, prennent le chemin de cet endroit reculé de la Turquie par milliers³³. Le service de l'aube

³¹ Jon Ritchie, « Australia, PNG, and a Communal Blindness in our History Education », *Australian Policy and History*, <http://www.aph.org.au/files/pdfs/australiaPng.pdf>.

³² Voir Marilyn Lake and Henry Reynolds with Mark McKenna and Joy Damousi, *What's Wrong with ANZAC ? : the militarization of Australian history*, Sydney, New South Books, 2010.

³³ On estime à 10 000 le nombre d'Australiens qui font le pèlerinage jusqu'à la Péninsule de Gallipoli pour participer à l'office à l'aube le 25 avril 2008. *The Canberra Times*, 26 avril 2008. En Australie aussi, l'assistance à l'office qui a lieu à l'aube dans toutes les villes du pays est de plus en plus nombreuse, battant d'année en année de nouveaux chiffres record.

qui s'y déroule est retransmis en direct par la télévision australienne et bat les records de l'audimat. Cette évolution des choses atteint un point où le site de Gallipoli est dorénavant considéré comme « une parcelle de terre australienne » – et à ce titre entre donc en concurrence avec d'autres mémoires, notamment celle des Turcs eux-mêmes dont le fondateur de la nation, Kemal Atatürk, fut un héros de la victoire obtenue face à la tentative d'invasion des Alliés en 1915³⁴.

D'autres fronts s'ouvrent encore, celui notamment du front occidental où 45 000 Australiens sont morts. Dans le seul village de Villers-Bretonneux (« l'Australie en Picardie » selon la légende du village qui se présente sur fond d'image de kangourou), 11 000 soldats australiens périssent. Lors du 90^e anniversaire de la libération du Villers-Bretonneux, le 25 avril 2008, le ministre australien des Anciens Combattants s'y rend pour participer au premier office, à l'aube, qui y soit tenu³⁵. Quatre mille autres Australiens font le même chemin, de sorte que le ministre annonce qu'il y aura dorénavant un office solennel annuel pour fêter la mémoire de ces soldats méconnus, inconnus. En 2010 et malgré les problèmes de transport liés à l'éruption du volcan Eyjafjöll en Islande, le ministre de la Défense et Madame la Gouverneure-Générale y participent, preuve de la volonté du pays et de son gouvernement de promouvoir cette commémoration.

La mémoire retrouvée fait figure de boîte de Pandore. Car si le front occidental une autre concurrence s'annonce aussi, liée à un autre site de guerre, plus proche dans le temps comme dans l'espace. Il s'agit du Kokoda Track, sentier qui est le site d'une bataille sanglante légendaire entre Australiens et Japonais en Papouasie-Nouvelle-Guinée (alors le Territoire australien de Nouvelle-Guinée) entre juillet 1942 et janvier 1943. Ce site fut promu par le Premier Ministre précédent, Paul Keating (1991-1996) qui voulait l'ériger en monument national. Pour lui, républicain convaincu de descendance irlandaise, Kokoda représente le courage de la nation qui, affranchie ou abandonnée par les Anglais, se

³⁴ Cette concurrence des mémoires est tragiquement révélée par le fait que le 24 avril, c'est-à-dire la veille du jour sacré du sacrifice pour les Australiens, est aussi le jour qui commémore le « génocide » des Arméniens. Cette tragédie se déroulait en Turquie au même moment que la bataille de Gallipoli faisait rage, alors que John Carroll, quant à lui, ne voit dans les environs de Gallipoli que la guerre de Troie et le début de la civilisation occidentale ! « It is as if Australia had deliberately chosen its own sacred origins within breathing proximity to the birthplace of the West ». « The Blessed Country : Australian Dreaming 1901-2001 ». *Alfred Deakin Lecture* (2001), Australian Broadcasting Corporation, www.abc.gov.

³⁵ Par pure coïncidence, Villers-Bretonneux fut libéré le 25 avril 1918, le jour même d'ANZAC Day.

défend elle-même et s'oriente vers une autre manifeste destinée, tournée vers sa propre région, dans la foulée de la Deuxième Guerre³⁶.

Mais, dans le contexte de la guerre des histoires, un débat peut en cacher un autre, en l'occurrence entre historiens concernant le vrai statut de cette bataille : soit bataille décisive, fondamentale, pour sauvegarder l'Australie contre l'invasion, soit comme « distraction » dans la guerre du Pacifique qui sera gagnée ailleurs³⁷. Et, curieuse coïncidence, à l'instar du cas de Gallipoli, il y a aussi la guerre des mémoires entre Australiens et autochtones pour décider de qui va contrôler la terre en question : dans le cas de la Papouaise-Nouvelle-Guinée, il s'agit d'une exploitation minière le long du Kokoda Trail que l'Australie souhaite garder comme site « sacré »...³⁸

Il est bien clair que le débat de société lancé par les guerres des histoires est loin de se confiner au décompte des cadavres dans les conflits entre blancs et Aborigènes au XIX^e siècle. Au-delà des questions techniques relevées par les historiens, c'est manifestement toute la question de l'identité nationale qui est en jeu. L'enjeu de la mémoire est donc de taille : car déterminer la mémoire que le pays aura du passé, c'est aussi déterminer l'avenir.

³⁶ À noter que le *2020 Summit*, grande Convention nationale convoquée par le Premier ministre, qui réunit mille personnes dans la capitale pendant le weekend du 19-20 avril 2008, relance le débat sur la question de savoir si l'Australie va devenir une République. Lors de ce Sommet destiné à anticiper et à planifier les évolutions sociales à l'échelle nationale et internationale d'ici 2020 il n'est plus question du tout des « *history wars* ».

³⁷ Voir, par exemple, www.abc.net.au/lateline/content/2006/s1623611.htm.

³⁸ Fin avril 2008, à la veille du jour « sacré » d'ANZAC Day, le nouveau ministre australien des Affaires étrangères, Stephen Smith, en visite en Papouaise-Nouvelle-Guinée, évoque la possibilité que le Kokoda Track soit proposé à l'Unesco pour être mis sur la liste des sites du patrimoine mondial.